

Le sort du Fidesz au sein du Parti populaire européen a été débattu par l'assemblée politique du PPE cet après-midi. Après une longue délibération, la quasi-totalité de ses membres s'est prononcée en faveur d'une suspension *sine die* du parti de Viktor Orbán. Mais d'« exclusion, il n'a pas été question.

L'assemblée politique du Parti populaire européen a ratifié en début de soirée, avec 190 voix pour et 3 contre, la résolution de la direction du PPE en faveur d'une suspension du parti de Viktor Orbán. Concrètement, cela signifie que le Fidesz ne pourra ni participer aux réunions du parti paneuropéen, ni voter ses décisions, ni placer ses hommes dans la prochaine Commission européenne.

L'homme fort de Budapest a insisté, lors de la conférence de presse qui a suivi le vote, pour présenter cette décision comme la sienne : « *pour préserver l'unité du PPE, nous avons décidé d'accepter une résolution de compromis* ». A l'en croire, il s'agit même d'« *une bonne décision qui permettra de mener une campagne forte pour les élections européennes* ». De fait, il a réussi à infléchir la résolution initiale, de sorte que la suspension paraisse relever de son propre fait. Un détail qui compte pour ne pas donner de grain à moudre à ses opposants ni décevoir ses partisans chauffés à blanc.

Le [#Fidesz](#) a été suspendu avec « effet immédiat » avec 190 voix « pour » et 3 « contre », vient d'annoncer le président du [#PPE](#) Joseph Daul sur son compte Twitter [#FideszPPE](#) [#Hongrie](#)
<https://t.co/BSka5thRPA>
— Le Courrier d'Europe centrale
(@CEuropeCentrale) [20 mars 2019](#)

Un comité composé de trois personnalités qualifiées et dirigé par Herman Van Rompuy devrait être réuni afin de surveiller l'évolution de la situation politique en Hongrie et surtout le comportement du premier ministre hongrois. L'ancien président du conseil européen devrait être assisté de l'ancien président du Parlement européen Hans-Gert Pöttering et de l'ancien chancelier autrichien Wolfgang Schäussel.

« Le Fidesz quittera immédiatement le PPE s'il en était suspendu »

Viktor Orbán a longtemps laissé entendre qu'il pourrait décider de quitter lui-même le PPE pour former une alliance avec une partie de l'extrême-droite européenne. En début d'après-midi, son porte-parole Gergely Gulyás menaçait encore que « *le Fidesz quittera immédiatement le PPE s'il en était suspendu* », en arguant que son parti ne sera jamais prêt à un compromis « *qui [le] limitera dans [sa] liberté et dans la possibilité de mettre en œuvre des politiques qui rejettent l'immigration* ».

Lors de sa conférence de presse à l'issue du vote, le premier ministre hongrois a renvoyé aux calendes grecques ses velléités de renverser la table. « *L'unité du PPE a été préservée. (...) Nous allons mettre toute notre énergie pour que ce parti reste la principale force européenne, sans se perdre en spéculations sur ce qu'il se passera après* », a-t-il notamment déclaré. Pour ne pas perdre la face, Viktor Orbán a laissé entendre que les débats entre les partisans de sa ligne et les autres reprendront après les élections européennes.

Derrière un compromis de façade, de profondes divisions

Comme le relate *Index*, c'est plutôt la confusion qui a régné autour de l'assemblée politique du PPE durant les longues heures de délibérations cet après-midi. Trois principaux camps ont semblé se distinguer au sein du parti européen : les partis opposés à toute sanction à l'égard du Fidesz, les partis favorables à une suspension en espérant en réalité sauvegarder le *statu quo*, et les partis favorables à une suspension en espérant le départ volontaire des Hongrois.

Membres de ce troisième bloc et très remontés contre Viktor Orbán, les Modérés suédois sont montés au créneau à plusieurs reprises pour rappeler que le Fidesz ne respectait plus les valeurs de la démocratie chrétienne européenne. « *J'espère qu'aujourd'hui le PPE votera pour exclure ou suspendre les Fidesz hongrois. Il est temps de prendre une position claire pour nos valeurs, pour l'Europe, pour l'état de droit (...). Le régime populiste et autoritaire d'Orbán n'appartient pas au PPE* », a par exemple écrit sur Twitter Anna Maria Corazza Bildt.

Jag hoppas att idag EPPpartiet kommer att rösta för att utesluta eller suspendera Ungerska [#Fidesz](#) partiet. Det är dags att tar en tydligt ställning för våra värderingar, för Europa, för rättstatsprinciper och för människör värde. Orban populist autoritär regim tillhör inte [@EPP](#).

— Anna Maria Corazza B ([@AnnaMariaCB](#)) [20 mars](#)

2019

Présent dans la salle de l'aile József Antall où se tenait l'assemblée, Viktor Orbán a pris la parole pour qualifier les attaques contre son parti relever de « *fausses informations* » et déclarer vouloir « *mener le débat avec les partis qui souhaitent son exclusion* ». « *Nous sommes d'accord pour dire qu'il existe un débat* », lui a répliqué la finlandaise Aura Salla sur les réseaux sociaux, lui assénant : « *mais nous nous sommes là pour défendre nos valeurs* ».

Les sanctions contre le Fidesz : un vieux serpent de mer

Ce matin, un article du *Magyar Nemzet*, organe de presse quasi-gouvernemental, exhortait encore le premier ministre hongrois à claquer la porte du parti européen. Hors du PPE, « *nous serons traités sur un pied d'égalité, et non pas mis au coin comme un vilain garnement. C'est nous qui déciderons de notre sort, et c'est en liberté, en responsabilité et avec efficacité que nous pourrons continuer à nous battre pour notre patrie et pour l'Europe chrétienne et nationale* ». Le 7 mars dernier, le même quotidien avait appelé Viktor Orbán [à nouer une « nouvelle alliance » avec les principales formations de l'extrême droite européenne.](#)

Viktor Orbán a réussi à réunir contre lui une douzaine de partis - principalement issus d'Europe du Nord, du Bénélux de la Grèce, du Portugal et de la Slovénie - après le lancement d'une campagne d'affichage gouvernementale visant nommément le président PPE de la commission européenne [Jean-Claude Juncker et l'homme d'affaire hongro-états-unien George Soros](#). Une goutte d'eau qui a fait déborder un vase déjà bien rempli par les attaques répétées de la Hongrie contre l'État de droit et plus récemment par le départ contraint de l'Université d'Europe centrale à Vienne.

Sebastian Kurz : « la campagne d'Orbán contre Juncker est inacceptable »

Frank Engel, eurodéputé luxembourgeois vice-président du Groupe PPE, avait déjà eu des mots très durs à l'encontre de Viktor Orbán en avril 2017. Reprochant une dérive « trumpiste » du Fidesz et les attaques du gouvernement hongrois contre les ONG et l'Université d'Europe centrale, il s'était ouvertement interrogé dans nos colonnes sur l'opportunité de maintenir la droite hongroise au sein du PPE .« *Il serait logique que le parti [de Viktor Orbán] le quitte pour la simple raison que nous n'avons rien en commun, rien !* », [nous avait-il alors confié.](#)

En septembre 2017, [le coup était venu d'un eurodéputé de la minorité hongroise de Slovaquie, Pál Csáky](#). Membre du SMK-MKP également affilié au PPE, ce dernier s'en était vertement pris à l'attitude du gouvernement hongrois dans son contentieux avec la Commission européenne sur

l'accueil des réfugiés, principalement syriens et avait reproché à Viktor Orbán sa politique de rapprochement avec la Russie de Vladimir Poutine. « *La Hongrie va connaître une dérive vers les Balkans si elle continue ce jeu dangereux* », avait-il déclaré.

En septembre 2018, c'est autour du « rapport Sargentini » que s'étaient déchirés les députés européens du PPE, deux tiers d'entre eux ayant voté en faveur du déclenchement de l'article 7 contre la Hongrie.

Conscient de cliver sa famille politique au niveau européen, le premier ministre hongrois a jusqu'à présent toujours pu compter sur le soutien des Allemands de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et de l'Union chrétienne-sociale (CSU). Mais les liens ont semblé s'effiloche ces dernières semaines, malgré les multiples tentatives de rabibochage tentées par Manfred Weber, qui a même fait le déplacement à Budapest le 12 mars dernier.

Les affiches avaient été retirées dans la nuit précédant sa venue à Budapest. Viktor Orbán avait présenté ses excuses aux eurodéputés de son groupe qu'il avait traité « *d'idiots utiles* ». Quant à l'Université d'Europe centrale, Weber s'était plié en quatre pour proposer une solution passant par l'Université technique de Munich et BMW. C'étaient les trois conditions émises par Manfred Weber pour le maintien du Fidesz au sein du PPE.